



Frédéric Durand

Emilie Lecroq

Denis Vemclefs

Samira Kateb

François Giunta

DES ÉLU-E-S DE GAUCHE POUR VOUS DÉFENDRE

N°2 / juin 2108

AVENIR SAINT-OUEN

Journal du groupe de l'opposition municipale

Systeme Delannoy, le règne de l'incompétence et du mensonge !



Ils mentent aux habitants, aux autorités publiques, à l'opposition... W. Delannoy et son équipe font preuve d'un amateurisme inquiétant. L'administration est muselée et les soupçons de passe droits se multiplient *Explications...*

« On a voté pour lui, mais on le regrette, si on avait su... » Cette phrase nous l'entendons désormais partout dans Saint-Ouen. L'équipe de Delannoy multiplie les erreurs, se fâche avec tous les partenaires qui pourraient aider notre ville, accumule les mensonges et mène une politique exclusivement tournée vers les plus aisés. Pourquoi? Parce que le projet de Delannoy c'est une ville débarrassée de ses classes populaires. Le logement est le premier touché. Alors que plus de 4000 demandes sont déposées en mairie, la municipalité dispose de centaines de logements vides et ne les donne pas aux habitants qui en ont besoin. Alors qu'il a prévu de

faire affaire avec les promoteurs immobiliers sur les Boutes en train, le maire fait croire qu'il ne reloge pas les habitants pour leur sécurité. Mensonge! Le périmètre de son projet sur le Cap Saint-Ouen comprend les Tours qu'il a déjà promis aux promoteurs, voilà la vraie raison! Son premier adjoint, Lias Kemache, (à gauche sur la photo) qui se revendique de la France Insoumise, vote tous les budgets contre les habitants modestes que propose le maire, il fait de grands moulinets mais applique avec minutie la politique de son chef. Plus aucune concertation publique sur aucun sujet ne se tient. La démocratie est

complètement étouffée. Les associations sont en souffrance, il n'y a plus de vie dans la ville. Notre équipe travaille à construire une alternative politique pour 2020 et la prochaine élection municipale. C'est dans deux ans seulement et ce sera vite là.

Nous vous demandons de vous rapprocher de nous au plus vite pour engager un travail sur un nouveau projet pour notre ville. Ecrivez-nous sur avenir93400@gmail.com et retrouvez nous à la réunion publique du 20 juin. Nous avons besoin les uns des autres pour redonner à Saint-Ouen ses valeurs. >>> (suite au dos)

LA RÉNOVATION URBAINE

C'est l'affaire des habitants

Le comité citoyen ANRU Saint-Ouen a organisé une réunion publique pour échanger avec les habitants le mercredi 2 mai à la Salle Barbara. Les enjeux pour l'avenir de notre ville sont énormes. **Lire P4**

POUR STOPPER DELANNOY et construire un nouveau projet pour les habitants unissons nous !

Notre équipe vous invite à une

RÉUNION PUBLIQUE

le 20 juin à 18h30 à la Salle Barbara

Systeme Delannoy, le règne de l'incompétence et du mensonge! (Suite)

Quand des élus comme Bentahar se prennent pour des chefs de service, ou quand l'adjoint Fouquart attribue tout seul les logements avec des soupçons de commissions occultes... C'est toute la municipalité qui musèle l'administration pour faire ses petites affaires...

Arrivé au pouvoir Delannoy a fait partir les cadres de l'administration municipale pour recruter des agents « à sa main » avant de commander une grande réorganisation de l'administration afin de « moderniser » et de rendre « efficaces » des services qu'il jugeait inadapté à son style de « management ».

Problème: beaucoup des nouveaux cadres recrutés se sont vite retrouvés dans une situation intenable pour tout fonctionnaire venu de bonne foi pour l'intérêt général. Nombre d'entre eux sont vite repartis (ils seront pour certains restés à peine un an, c'est dire !).

Le premier adjoint Lias Kemache ne le cache même plus et explique que les cadres sont des empêcheurs de faire tranquillement ce qu'on veut comme on veut quand on veut...Du coup les élus s'improvisent directeurs ou chefs de service, dans un mélange des genres inédit.

c'est ainsi qu'il n'y a toujours pas de Directeur des solidarités, monsieur Bentahar faisant office de, convoquant les agents sans concertation il annote les fiches des fonctionnaires et les retourne aux agents sans aucun respect

de la chaîne hiérarchique, il prend des décisions concernant les attributions des aides sociales sans examen des dossiers avec l'administration...laissant place à toutes les irrégularités et passe droits possibles. Résultat: le service social comme le CCAS sont au bord de l'implosion.

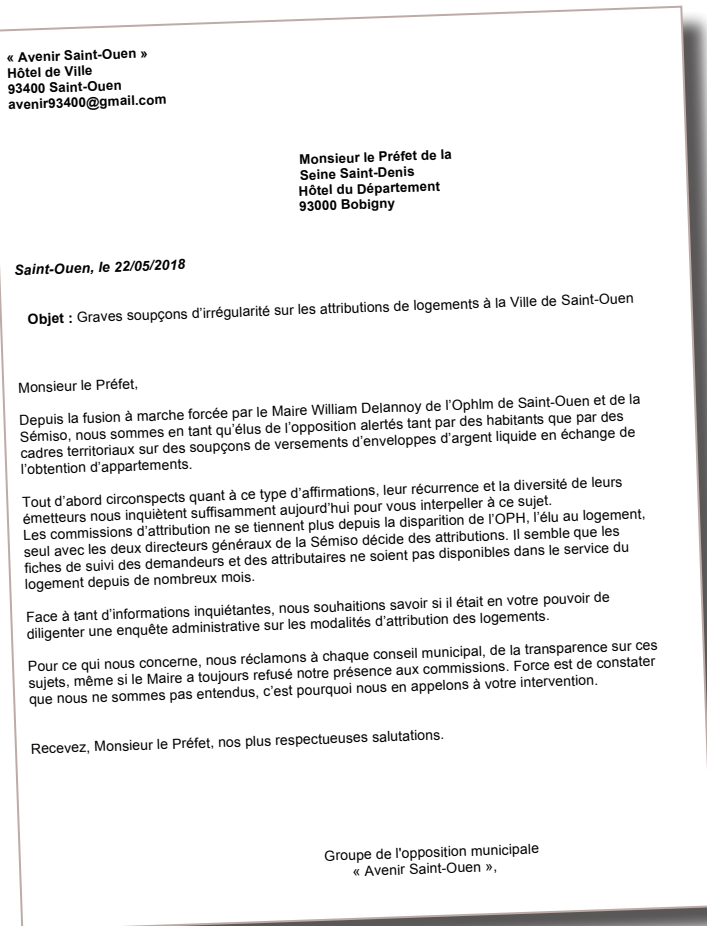
Cette incompétence et cette ingérence on la retrouve également au service du logement où monsieur Fouquart décide de tout et tout seul (en complicité avec le maire). Il ne convoque jamais de commission d'attribution des logements, les affectations se font hors de la présence des responsables administratifs.

Il n'y a aucune transparence et traçabilité pour les administratifs sur les dossiers en cours depuis 2014, pourquoi ?

Pour 8 000 logements sociaux

OPH et Sémiso, il n'y a qu'un travailleur social, Comment sont suivies les familles qui rencontrent des difficultés ? En revanche il y a deux directeurs généraux (dont l'ancienne directrice de cabinet du maire reconvertie en directrice générale de la sem dont le président est...le maire !) qui se sont acharnés sur les personnels et notamment sur les délégués syndicaux !

On ne peut que constater un énorme fiasco dû à un manque de compétences et de compréhension du fonctionnement des collectivités de la part des élus de cette majorité. Il est largement temps de stopper cette gabegie pour le bien des personnels et des habitants de notre ville. Nous avons entamé les démarches juridiques dans ce sens.



Le Grand Hôpital Nord perd la boussole

Il avait négocié avec l'APHP de déplacer le projet de 150 mètres vers la Seine!...mais voilà que tout le monde s'aperçoit aujourd'hui que des risques d'inondations menaceraient ce site, cela engendrerait des surcoûts importants. De plus le parc Valade sur lequel il proposait d'implanter la plate forme hospitalo-universitaire se trouve appartenir à un fond de pension étranger qui demandait une indemnisation importante pour lâcher son juteux bout de terrain qui accueille plusieurs entreprises.

Là encore cela engendrait des surcoûts que personne ne voulait prendre en charge (ni l'Aphp, ni l'université, ni l'Etat, ni la région et ni la ville)...d'où l'idée germant dans la tête de quelques technocrates d'implanter l'Hôpital en plein coeur de ville en lieu et place de PSA, ce qui est une aberration à plus d'un titre...et voilà donc le fonds de pension du parc d'activités Valade qui demande désormais une indemnisation au prétexte que le projet ne se ferait plus sur

son site...

Ce projet, outre qu'il casserait une partie des spécialités médicales dispensées dans les hôpitaux Bichat et Beaujon tout en supprimant des centaines de lits donc aussi des postes, outre que son implantation sur le site de PSA défigurerait le centre ville et verrait la disparition d'un des derniers sites industriels de notre commune...va quoi qu'il arrive coûter de l'argent aux contribuables.

Ce n'est pas acceptable. Nous exigeons que le maire informe les citoyens et prenne au plus vite l'initiative d'une rencontre avec toutes les parties prenantes dans ce dossier.

Depuis le départ ce projet est mené en dépit du bon sens. Nous demandons la restructuration de Bichat, la reconstruction de Beaujon, un nouvel hôpital en Seine Saint-Denis qui réponde aux besoins des populations et non qui réponde aux exigences de rentabilité de l'ARS, de l'APHP et de la ministre de la santé.

Mise au point de Patrick Braouezec, Président de Plaine Commune

Des informations erronées circulent concernant l'implantation du futur hôpital Grand Paris Nord à Saint Ouen, initialement prévu sur le site des docks de Saint Ouen.

Si Plaine Commune a initialement été associée, les équipes de Plaine Commune ne participent plus aux réunions de travail consacrées à l'implantation de l'hôpital depuis que la ZAC des Docks - à la demande du maire de Saint Ouen, M. Delannoy - relève de l'intérêt métropolitain. Je n'ai pour ma part jamais été sollicité concernant l'hypothèse (ou la rumeur ?) qui se ferait jour, d'une implantation en lieu et place de PSA. En aucun cas ce travail n'a été mené en lien avec les équipes de Plaine commune, qui par ailleurs continuent de travailler au développement de zones d'activités de production, comme en témoigne le travail d'élaboration du PLUI en cours.

BOURSE DU TRAVAIL une lutte longue mais au bout une première victoire

C'est après plus de 80 jours d'occupation que l'assemblée générale de la bourse du travail a décidé de stopper le bras de fer qui l'opposait à la municipalité.

Une première victoire vient d'être obtenue comme l'expliquait Bruno Beylat, responsable de la bourse du travail et cheville ouvrière de cette lutte puisque la ville reconnaît la nécessité d'attribuer à la bourse, une salle de réunion en lieu et place de l'actuelle grande salle qui accueille de nombreuses initiatives de luttes syndicales ou de solidarité.

Si cette victoire a été rendue possible, c'est grâce à la détermination des syndiqués qui se sont relayés jours et nuits pendant plus de 80 jours afin que la salle ne soit pas enlevée sans ouverture de négociations sur son remplacement et sur l'avenir de la bourse du travail. C'est aussi grâce à l'unité de l'ensemble des organisations syndicales locales et



départementales pour ne pas laisser disparaître ce lieu emblématique dans notre ville qui accueille de très nombreux salariés.

Nous étions de ce combat par la présence récurrente de nos élu-e-s dans les très nombreuses initiatives de ces 80 jours mais également au quotidien pour apporter soutien et réconfort à celles et ceux qui ont sacrifié de nombreuses nuits et soirées pour le bien de tous.

Si cette première étape est victorieuse et à mettre au crédit de la mobilisation, c'est ensemble que nous devons demeurer vigilants pour la suite afin de garantir l'avenir de la bourse du travail de notre ville.



René nous a quittés

À l'heure

où nous bouclions ce journal, nous avons appris avec une grande tristesse le décès de René Matéo, militant communiste dans notre ville depuis de longues années. S'il fallait un exemple pour prouver que des convictions profondes peuvent habiter le coeur d'un homme une vie entière, alors René était cet homme là. Toujours souriant et bienveillant il était présent à tous les événements de commémoration où ses discours empreints d'une profonde humanité retraçaient la terrible époque de la guerre, de l'occupation et de l'expérience de cet adolescent qu'il était alors. Nous nous associons à la peine de ses proches et de sa famille et nous serons présents lors de l'hommage qui lui sera rendu prochainement par le PCF de Saint-Ouen.

Mercredi 20 juin, à 18h30



nous vous attendons nombreux à la salle Barbara !

Ça suffit ! Vous êtes nombreux à être très mécontents de la gestion municipale de la droite et de Delannoy à Saint-Ouen. Il faut transformer cette colère en action et construire l'avenir pour ne pas le laisser 6 ans de plus aux mantes de la Ville.

Notre rôle d'élu-e-s de l'opposition est de porter votre parole au Conseil Municipal. Mais sans votre engagement Delannoy et sa bande risquent de rester très longtemps dans les murs de la

Mairie.

C'est pour ça que nous vous donnons ce rendez-vous mercredi 20 juin à la salle Barbara. Pour commencer à s'organiser, parce que maintenant ça suffit de cette politique totalement injuste socialement, brutale et antidémocratique. Nous n'avons pas à subir cela ! Nous devons nous battre, refaire de notre ville une ville humaine, où chacun puisse trouver sa place et pas seulement ceux qui ont les moyens financiers. Tout ça nous pouvons le construire ensemble. Nous avons besoin les uns des autres pour changer la donne à Saint-Ouen. Nous comptons sur vous !

Avenir Saint-Ouen
avenir93400@gmail.com

Le Maire débouté au tribunal dans son harcèlement des salariés

Nacer Bengaarali est un gardien d'immeubles bien connu des Audoniens. Dévoué, serviable, il est toujours prêt à rendre service aux locataires et tout le monde lui reconnaît ces qualités. Alors pourquoi le Maire a-t-il voulu licencier un salarié apprécié de tous dans son travail ?

Tout simplement parce que Nacer est le responsable de la section syndicale CGT de l'OPHLM et qu'avec ses collègues, il a défendu le droit des salariés dans l'entreprise, notamment au moment du projet de fusion/absorption de l'OPH par la Sémiso.

Delannoy n'aime pas la contestation, il a voulu licencier les deux délégués CGT, sauf que Nacer étant fonctionnaire il a dû le réintégrer à la ville et a monté de toutes pièces une sordide histoire de harcèlement...le tribunal administratif a débouté le maire de ces accusations plus que fantaisistes. Non content de

ça, Delannoy s'en est pris au logement de Nacer et de sa famille en voulant là encore l'accuser d'occupation illégale, cette fois c'est le tribunal d'instance qui a rejeté les prétentions du maire.

Suite à toutes ces attaques, Nacer est tombé en dépression et est pour le moment en arrêt de travail, comme une bonne dizaine d'autres collègues de l'Oph ou de la Sémiso...c'est dire à quel point le malaise est profond.

L'organisation syndicale CGT a soutenu Nacer comme de très nombreux Audoniens qui connaissent son honnêteté, son engagement au service des autres et sa combativité.

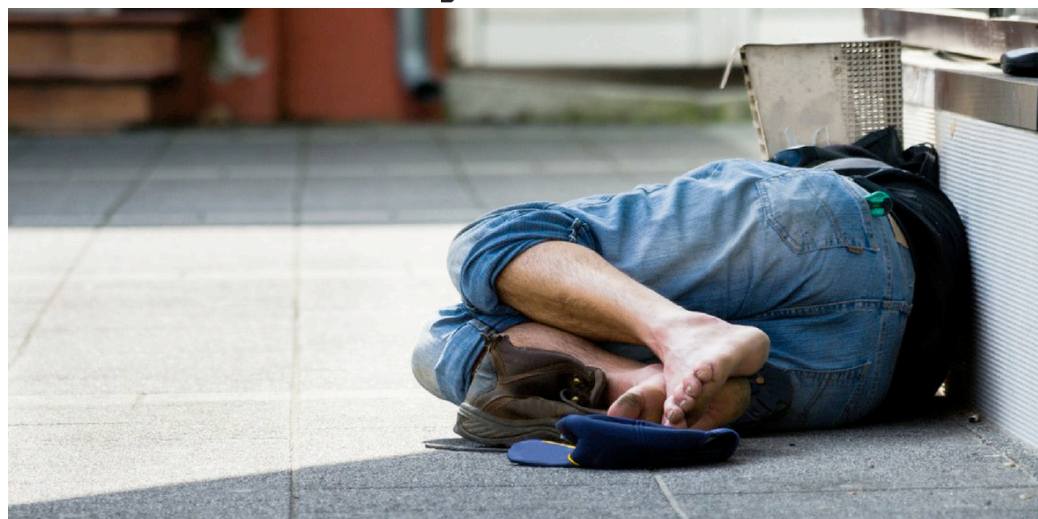
Cette lutte n'est pas terminée puisque les prud'hommes doivent se prononcer sur sa réintégration au service de l'Oph. Notre groupe a été aux côtés de Nacer et le reste jusqu'à ce que justice lui soit rendue totalement.

Associations : 400 euros à verser pour une agence de sécurité privée choisie par le maire !

Les associations proposent en cette fin d'année des animations au cœur des quartiers. Au prétexte du plan Vigipirate et d'une circulaire du Préfet, mon voisin des docks, le joli mai, échanges, perles et pollens, la foire du Landy...ont toutes reçues une injonction de prendre à leur charge des vigiles d'une agence de sécurité privée choisie par le maire 400 euros pour 2 agents de sécu ! Il ne s'agit rien moins que d'un abus de pouvoir. La circulaire du préfet demande aux organisateurs d'événements d'assurer la sécurité de leur manifestation par des moyens appropriés en fonction de l'événement. En clair selon qu'il s'agisse d'une fête de quartiers rassemblant quelques centaines d'habitants ou d'une fête de ville, de la re-

transmission d'un match sur grand écran ou d'un concert en plein air, il appartient à chaque organisateur de jauger son dispositif de sécurité. Pour les associations audoniennes dans le cadre des manifestations prévues, une vigilance des bénévoles de l'association peuvent donc suffire. Quand à imposer une société privée, c'est purement et simplement interdit, les associations sont libres de leur propre administration et peuvent donc contractualiser ou pas avec qui bon leur semble. Une fois de plus le maire n'a qu'une idée en tête, réduire au maximum les temps de rencontre, de partage et d'échanges entre les citoyens-ne-s. Ne le laissons pas faire, soyons nombreux sur les initiatives associatives.

Le Centre Abbé Pierre poussé à la fermeture par Delannoy et Bentahar !



Le centre Henri Grouès (nom civil de l'Abbé Pierre) à Saint-Ouen est un centre d'hébergement d'urgence pour les personnes sans domicile fixe qui accueille chaque nuit 25 personnes adultes en grande difficulté et se retrouvant à la rue. Lors du conseil

municipal de janvier, Denis Vemclefs pour notre groupe interpellait le maire sur les douches non réparées et les machines à laver en panne non remplacées. Le maire faisant mine d'être indigné par la question laissait répondre son premier adjoint

Monsieur Kémache qui assurait la main sur le cœur que bien sûr que les douches seraient réparées et les machines à laver changées...ce n'était qu'une question administrative de devis à réajuster...Encore un mensonge du maire et de son premier adjoint ! À la mi mai, trois mois plus tard, les douches n'avaient été que partiellement réparées (il n'y a toujours pas d'eau chaude !) et les machines à laver n'ont jamais été commandées...ce sont les agents du service qui las de

cette attente se sont débrouillés pour récupérer des machines d'occasion et les mettre en service afin de soulager les personnes accueillies.

Mais pourquoi ces mensonges ? Tout simplement parce que la municipalité a décidé de se débarrasser du centre Abbé Pierre de Saint-Ouen. Monsieur Bentahar, adjoint au maire et vice président du CCAS déclare que les SDF n'étant pas Audoniens (sic !) la ville n'a pas à les héberger et que c'est à la DRIHL (Direc-

tion régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement) de prendre en charge leurs problèmes. Il n'y aurait plus de centre d'hébergement d'urgence pour SDF à Saint-Ouen ! Que deviendront les personnels ? Où se retrouveront les sdf qui avaient l'habitude de se réfugier au centre Grouès ? Autant de questions sans réponse et qui ne semble pas perturber les élus d'une majorité qui ont depuis longtemps oublié le sens même du mot solidarité.



« Les SDF ne sont pas des Audoniens, on n'a pas à s'en occuper... »

M. Bentahar, Adjoint au maire sur les questions sociales

Les Jardins Guinot, méritent de vivre !

Alors que dans son édito du mois de mai, Delannoy vante les mérites de la participation des citoyens à l'embellissement de notre cadre de vie en s'improvisant jardiniers amateurs pour faire faire des économies (sic !) il menace d'une amende de 13000 euros l'association qui occupe le jardin Guinot, derrière l'ancienne gendarmerie du quartier Michelet, propriété de la Sémiso. Cette association s'est constituée pour proposer des activités liées à la nature en ville dans ce quartier où les espaces verts sont particulièrement manquants. Après 5 ans de présence, la ville doit trouver une façon de conventionner avec l'association pour préserver les activités nature et que celles-ci profitent au plus grand nombre d'habitants du quartier.

Pour ce qui nous concerne, nous soutenons ces initiatives (jardins guinot, impasse juif) qui permettent de créer du lien social, des projets inter générationnels et de pratiquer des activités de jardinage collectif et souhaitons les développer dans l'avenir (voir nos propositions sur l'Anru, page 4).



Lias Kémache, le plus soumis des insoumis

Le premier adjoint de Saint-Ouen se présente dans toute la ville comme un insoumis. Il jure de la main gauche être un soutien de Mélenchon et vote de la main droite tous les budgets et délibérations d'austérité du maire. Il menace de démissionner le vendredi et vient sagement s'asseoir aux côtés du maire le lundi. Un grand écart qui ne le dérange pas. On l'imagine bien démissionner pour de bon quelques mois avant la prochaine municipale, histoire de se refaire une virginité... Mais les Audoniens risquent de s'en souvenir...



DES ÉLU-E-S DE GAUCHE POUR VOUS DÉFENDRE

Groupe d'opposition municipale: AVENIR SAINT-OUEN

Ecrivez-nous sur avenir93400@gmail.com

Renouvellement urbain, une chance à saisir ...

Dans le cadre du dispositif national de renouvellement urbain, deux quartiers de notre ville sont concernés: le Vieux Saint-Ouen et Emile Cordon. Nous avons rencontré les habitants, nous les avons écouté et grâce à eux nous vous soumettons NOS PROPOSITIONS...



Au premier rang des demandes des habitants: pas de démolitions inutiles et coûteuses mais des restructurations pour moderniser les immeubles et améliorer le cadre de vie.

Les enjeux du renouvellement urbain pour nos quartiers représentent un véritable changement en profondeur tant pour les habitant-e-s des lieux que pour toute la ville. Dans ce cadre la Ville est obligée de tenir des concertations avec les habitants et malgré une forte mobilisation aux différents rendez-vous proposés par l'équipe de la maison du projet, ils ne se sentent pas entendus et ont l'impression désagréable, que quoi qu'il puisse dire et proposer, leurs idées ne sont pas prises en compte. Ils ont des idées, des propositions très concrètes, celles-ci doivent être considérées et tra-

vaillées sérieusement avec les équipes projets du renouvellement urbain. Les habitants des quartiers sont des experts du quotidien. Ils connaissent leur lieu de vie, les difficultés et les avantages de leur environnement. A ce titre ils doivent avoir la possibilité de co élaborer et co construire ce projet. Trop longtemps, les quartiers populaires ont été privés du droit à la parole et les politiques de la ville ont concentré les budgets à construire, démolir, reconstruire, sans s'attaquer à la racine du mal. Les difficultés des quartiers populaires ne sont pas liées au bâti mais aux conditions de vie des gens qui s'y trouvent.

Or le gouvernement s'attaque au logement public, comme le fait Delannoy depuis son élection. Nous ne voulons pas que la ville profite du renouvellement urbain pour réduire la place du logement public, mais au contraire pour améliorer concrètement le cadre de vie des habitant-e-s. Les locataires du parc social ont eux aussi droit au beau, à l'écologie et à la tranquillité. L'ANRU peut être une chance: saisissons là! Nous avons, avec la CNL et des habitants des quartiers organisé un comité anru Saint-Ouen pour rassembler l'essentiel des propositions émanant des différentes réflexions sur ce sujet. Voici quelques pistes essentielles que nous voulons voir prises en compte pour l'écriture du projet.

DES AMÉLIORATIONS SONT À PENSER GLOBALEMENT DANS LES DIFFÉRENTS DOMAINES:

Education:

Réduire les écarts constatés sur la réussite scolaire et le décrochage par un plan ambitieux de formation des enseignants et une loi de programmation pluriannuelle de l'éducation nationale impliquant les enseignants et les parents d'élèves.

Emploi, insertion et développement économique:

Réduire les écarts du taux de chômage en réindustrialisant le

bassin d'emploi et en favorisant l'embauche des jeunes sans qualification sur des métiers à forts besoins (maintenance des ascenseurs, logistique...)

Habitat et cadre de vie:

Améliorer le cadre de vie des habitants et le vivre ensemble en diversifiant les fonctions, les typologies de logements et les publics des quartiers. Nous proposons de restructurer totalement le parc locatif actuel en diversifiant la typologie et en transformant fondamentalement les espaces publics. Faire du logement social de qualité pour attirer de nouvelles populations (enseignants, artistes, petits artisans) qui y seraient éligibles mais souvent ne déposent pas de dossier compte tenu de l'abandon des quartiers prioritaires. Sans oublier le surloyer, un facteur aggravant la non mixité obligeant des occupants de longue date qui souhaiteraient rester dans leur logement/leur quartier à partir.

Santé:

Améliorer le niveau de santé de la population en mettant en oeuvre une politique audacieuse d'implantation de médecins dans les quartiers populaires avec aide et incitation à l'installation.

Tranquillité publique, sécurité et prévention de la

délinquance:

Lutter contre les phénomènes qui favorisent la délinquance en mettant en place des dispositifs contre le décrochage scolaire, le développement des structures de prévention spécialisée et le retour à la police de proximité.

Animation sociale et vie culturelle des quartiers:

Développer la citoyenneté et consolider les liens entre les habitants, les générations et les territoires en renforçant l'aide aux associations, en développant le travail des maisons de quartier et des travailleurs sociaux.

DES AMÉLIORATIONS POUR LA VIE QUOTIDIENNE DES HABITANTS DES QUARTIERS:

Pour les routes entre les quartiers:

Requalifier la RD en mettant en place une voie de circulation de bus en site propre entre la rue Claude Monet et le pont de Saint-Ouen. Une voie à double sens pour les véhicules permettant la circulation automobile sur l'autre partie. Créer une piste cyclable reliant l'avenue Michelet et le Pont de Saint-Ouen sur lequel un franchissement piéton et vélo devra être mis en place par une passerelle en résine enjambant le fleuve. Créer un cheminement piéton arboré côté parc.

21 PROPOSITIONS CONCRÈTES POUR NOS QUARTIERS

POUR LE QUARTIER DU VIEUX SAINT-OUEN

1 Créer un prolongement du grand parc des docks côté 41 Dhalenne et par l'implantation de jardins partagés au coeur de l'îlot soumise et d'une ferme pédagogique ou une activité d'agriculture urbaine.

2 Restructurer le soubassement du 41 Dhalenne pour y implanter des ateliers d'artistes, des artisans d'art.

3 Restructurer les entrées des parkings souterrains afin qu'ils soient utilisés au maximum, jusqu'au troisième sous-sol (près de la station essence), afin de réduire la place du stationnement en surface dans le quartier.

4 Restructurer les immeubles du Moutier et du 41 Dhalenne en implantant des balcons terrasses jardins sur la façade côté Seine pour la barre Moutier et sur la façade côté parc pour le 41. Restructurer la rue Saint Denis les commerces le long de celle-ci.

5 Requalifier les espaces de jeux pour enfants.

6 Remettre en valeur et en évidence le bureau de poste.

7 Réorganiser la place d'armes en lieu de convivialité autour d'un espace vert repensé.

8 Construire un nouveau marché couvert en lieu et place de l'actuel, aménager un parking souterrain. Le marché serait construit en rez de chaussée et le centre commercial, en R+1, afin de proposer un pôle commercial structurant et amenant des consommateurs issus d'autres quartiers.

9 Conserver la place du marché comme lieu de rencontre, de convivialité, de festivités (cinéma de plein air, fête de la musique, fête des voisins...)

POUR CORDON LA MOTTE TAUPIN MONET BAUER

10 Penser la restructuration à l'échelle de la place Jean Jaurès en modifiant en profondeur la destination de cette place en la végétalisant, en y implantant des jeux pour enfants, un carrousel.

11 Restructurer la patinoire en la réhabilitant et facilitant ses accès. Supprimer le franprix sous la patinoire et implanter des aires de sports urbains. Piste de rollers, Skate parc. Terrain de basket. Sports urbains en libre accès.

12 Implanter le Franprix en ouverture du quartier cordon sur la rue Bauer.

13 Restructurer de fond en comble l'immeuble de l'Allée La Motte en requalifiant et diversifiant les typologies d'appartements.

14 Requalifier et dynamiser les commerces de proximité de la rue Claude Monet.

15 Penser une circulation piétonne sécurisée entre le coeur d'îlot vers Bauer et la place Jean Jaurès.

16 Démolir le 6/7 allée Taupin pour élargir l'espace public.

17 Requalifier les allées Taupin et La Motte en jardin paysager en y implantant des aires de jeux pour enfants, des jardins partagés.

18 Construire de nouveaux immeubles de petite hauteur (R+3/4 maximum) en prolongement du quartier Taupin Cordon vers Bauer, garder un pourcentage de logements sociaux pour permettre aux locataires d'accéder à des logements neufs pour ceux qui le souhaitent. Implanter au rez de chaussée d'un des nouveaux immeubles, la bourse du travail. Située en coeur de ville, à proximité de la sortie des métros 13 et 14 la bourse du travail serait ainsi rendue accessible facilement pour l'ensemble des salarié-e-s de la ville.

19 Créer en pieds d'immeuble des ateliers d'artistes, des locaux pour les associations, relocaliser l'annexe de la maison de quartier et dynamiser son fonctionnement.

20 Maintenir une crèche publique départementale au coeur de la cité.

21 Créer un parking souterrain sécurisé pour le stationnement des véhicules des locataires et reconstituer un terrain de proximité en surface.